

Echange de matériel avec les
administrations étrangères

DISTRIBUTION
MT
—
2
14
31-32

Rectificatifs

17035
INSTRUCTION GÉNÉRALE

(Cette Instruction Générale est également distribuée
aux Agents de l'Exploitation sous le N° EX 33 a, Chapitre V).

MT 24 b

N° 1

**ÉCHANGE DE MATÉRIEL
AVEC LES ADMINISTRATIONS ÉTRANGÈRES**

Accessoires amovibles et agrès spéciaux

article I ♦

Il nous a été demandé à diverses reprises de rechercher les accessoires amovibles de wagons (ranchers, flèches d'attelage, portes et parois amovibles, traverses pivotantes, etc.), dont le manquant était constaté au retour des véhicules étrangers sur les lignes de l'Administration propriétaire.

Il convient de distinguer : d'une part, les accessoires amovibles proprement dits qui font partie des wagons mais qui ne sont pas fixés ou vissés à demeure sur ceux-ci parce qu'ils doivent, pour les besoins de l'exploitation, pouvoir être enlevés et remplacés (par exemple, les ranchers en fer ou en bois, etc.) et, d'autre part, certains agrès spéciaux servant à consolider ou à protéger les chargements tels que verrous, grilles, plaques de protection, bat-flanc, etc., qui sont absolument indépendants des wagons sur lesquels ils sont utilisés.

article 2 ♦

Pour les accessoires amovibles des wagons étrangers, il est rappelé aux gares, aux postes d'entretien et aux grands Ateliers du Service du Matériel, que ces accessoires doivent être remis en place.

D'autre part, suivant les dispositions du R.I.V., § 11 n° 3, les accessoires ne doivent pas être séparés de leurs wagons.

Si, cependant, ils en ont été retirés, soit pour cause d'avaries, soit pour d'autres motifs, la gare ou l'établissement qui les détient doit aussitôt les renvoyer, munis d'étiquettes, en procédant comme pour les agrès de chargement. L'expédition est faite en franchise de port à la gare d'échange la plus proche de l'Administration propriétaire et par l'itinéraire le plus court, avec bulletin d'accompagnement (modèle C) inscrit sur feuille de route. Le bulletin doit mentionner en détail les objets qu'il accompagne, l'état dans lequel ils se trouvent et, si possible, les wagons auxquels ils appartiennent; il comporte la même adresse que les étiquettes.

Les accessoires amovibles des wagons étrangers ne doivent donc, en aucun cas, être conservés par les Etablissements de la S.N.C.F.

article 3 ♦

Les agrès spéciaux, au contraire, ne doivent jamais être renvoyés purement et simplement à l'intérieur des wagons qui transportaient la marchandise qu'ils ont servi à arrimer. Ils doivent être pliés, s'il y a lieu, étiquetés et expédiés comme colis de détail par la voie la plus courte et sans considération de l'itinéraire suivi à l'aller, à la gare la plus proche du réseau propriétaire, accompagnés du bulletin primitif d'accompagnement C. (R.I.V.) établi pour leur entrée en France. Mention de ce bulletin doit être portée sur la feuille de chargement de l'expédition des agrès.

Paris, le 31 décembre 1942.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

AVIS GÉNÉRAL

MT 24b

N° 3

DISTRIBUTION

MT

2
14 - 16 à 19
31 - 32
54
57

Rectificatifs :

**WAGONS APTES AU TRANSIT
A DESTINATION DE L'ALLEMAGNE**

article 1 ♦ Document abrogé.

Avis Matériel — Série Matériel et Traction n° 17, du 15 juillet 1942.

article 2 ♦ Conditions admises.

Pour l'admission des wagons S.N.C.F. à destination de la Deutsche Reichsbahn, un assouplissement des règles édictées par le R.I.V. pour le transit international est admis.

Les wagons ne possédant pas le **T** de transit ou dont ce signe a été barré, ~~utilisés~~ utilisés pour ce trafic, doivent satisfaire aux conditions minima suivantes :

- 1° — être en bon **état général** et, particulièrement pour les wagons couverts, avoir une couverture étanche ;
- 2° — avoir un **écartement des essieux** de 2 m 70 au moins ;
- 3° — ne pas avoir de **roues à moyeux en fonte** ;
- 4° — avoir des essieux ayant un **diamètre au roulement** supérieur ou égal à 840 mm (cas particuliers : wagons d'origine U.S.A. quand l'épaisseur des bandages devient inférieure à 56 mm et wagons avec essieux U1B ou U1D de 840 mm de diamètre au roulement) ;
- 5° — les wagons munis d'essieux avec **bandages** rivés, boulonnés ou à double talon sont admis, hormis les cas normaux de réforme :
 - épaisseur des bandages rapportés inférieure à 25 mm (cote R.I.V.) ;
 - bandages lâchés ;
 - boudins tranchants ;
 - boulons ou rivets de fixation cassés ou manquants ;
- 6° — les wagons montés sur **ressorts de suspension** à sellettes, avec dispositif (1) particulier de sécurité, sont admis après vérification de la bonne fixation des patins de ces ressorts ;
- 7° — les wagons avec **traverses d'attelage** en bois sont acceptés, mais la solidité de ces traverses doit être vérifiée.

article 3 ♦ Repérage des wagons inaptes.

Les wagons ne remplissant pas les conditions de l'article 2 ci-dessus reçoivent le signe distinctif ci-après :

« un **point blanc** de 50 mm de diamètre apposé au-dessus et dans l'axe du cartouche des marques d'immatriculation (lettres de série et numéro) ».

A chaque passage d'un wagon dans un Etablissement réparateur, il sera procédé à la vérification de l'application correcte de cette marque.

♦ (1) Par dispositif particulier de sécurité, il faut entendre que la sellette doit comporter des joues verticales, traversées par un axe transversal s'opposant complètement à un dégagement du ressort.

Le point blanc sera supprimé sur les wagons repérés pour mauvais état général et passant en revision (REV) ou en remise en état (Ex. toiture non étanche remplacée).

article 4 ♦ Statistique.

A — Les Etablissements du Matériel signaleront, tous les mois, à leur Subdivision Régionale Voitures et Wagons, le nombre de wagons (toutes Régions) :

1° — marqués pendant le mois,

2° — démarqués pendant le mois,

en distinguant, pour chaque renseignement :

a) les wagons ne remplissant pas les conditions techniques par construction ;

b) les wagons marqués pour mauvais état général et démarqués après remise en état.

B — Chaque Subdivision Régionale Voitures et Wagons adressera, pour le 20 du mois, à la Division Centrale des Voitures et Wagons (Tw), un état du modèle ci-dessous, récapitulant les renseignements fournis par ses Etablissements.

Paris, le 1^{er} avril 1943.

Le Directeur du Service Central du Matériel,

PONCET.

80/W. 57.131. — Paris, Imprimerie administrative Centrale, 8, rue de Furstenberg. (2291) - Marché 201

S.N.C.F.

ÉTAT

Région des wagons P.V. sur lesquels le point blanc a été apposé ou effacé pendant le mois (M)

de 19....

Division du Matériel

(Suite à l'Avis Général MT. 24 b n° 3 du 1^{er} avril 1943).

NOMBRE DE WAGONS	POUR CAUSE DE :	
	Conditions techniques de construction	Mauvais état général
1° — Marqués antérieurement mois (M-1)		
2° — Marqués pendant le mois (M)		
3° — Démarqués pendant le mois (M) ...		
4° — Portant la marque à la fin du présent mois (M) (1+2 — 3)		

17 035
INSTRUCTION GÉNÉRALE

Un Extrait-résumé de la présente Instruction Générale est distribué aux Ateliers, Entretiens et Postes.

MT 24 b

N° 3

DISTRIBUTION

MT

2

Rectificatifs

**REGLEMENT DES INDEMNITÉS POUR AVARIE OU PERTE
D'UN VÉHICULE SUR UNE ADMINISTRATION
DE CHEMIN DE FER D'UN PAYS ÉTRANGER**

Les paragraphes 17 et 18 du R.I.C., 14 et 15 du R.I.V. fixent les cas dans lesquels l'administration utilisante est responsable vis-à-vis de l'Administration propriétaire des avaries survenues à un véhicule ou de la perte de ce véhicule, ainsi que le mode de calcul des indemnités et d'établissement des factures.

La présente Instruction a pour but de préciser les règles à observer pour la correspondance entre administrations étrangères ainsi que les conditions d'acheminement des factures et d'imputation des sommes.

Sont abrogées toutes autres instructions réglant antérieurement la question, en particulier celles figurant dans le memento de la conférence des C.S.M.T. du 22 novembre 1934 (memento n° 119, question n° 21).

**article 1 ♦ Correspondance entre la S.N.C.F. et les administrations
de Chemin de fer étrangères.**

Les régions frontières de la S.N.C.F. sont seules habilitées pour correspondre avec les administrations de chemin de fer étrangères. Les administrations avec lesquelles elles entretiennent des relations sont définies par le tableau suivant :

REGIONS FRONTIÈRES de la S.N.C.F.	ADMINISTRATIONS ÉTRANGÈRES avec lesquelles elles correspondent pour le règlement des litiges
EST	Allemagne (1) Bohême-Moravie Slovaquie
NORD	Belgique Danemark Norvège Pays-Bas Suède
SUD-EST	Bulgarie Grèce Hongrie Italie Roumanie Suisse Turquie Serbie Croatie

♦ (1) Jusqu'au traité de paix, les litiges avec les chemins de fer allemands seront réglés par l'intermédiaire du Service Central du Matériel et de la H.V.D.

La Région S.N.C.F., dont un véhicule a été avarié ou perdu à l'étranger ou sur laquelle a été avarié ou perdu un véhicule de nationalité étrangère, doit fournir à la région frontière définie ci-dessus tous les éléments nécessaires pour lui permettre de régler le litige avec l'administration étrangère.

article 2 ♦ Avarie ou perte d'un véhicule S.N.C.F. survenue à l'étranger.

Les factures visant des avaries survenues à l'étranger à des véhicules S.N.C.F. ou la perte d'un de ces mêmes véhicules sont établies par la Subdivision de la Comptabilité Matériel et Traction de la région gérante. Celle-ci les adresse à la Subdivision des voitures et wagons de la région frontière.

En même temps, la région gérante effectue les opérations comptables suivantes :

1^{er} Cas — le véhicule est réparable : la dépense de réparation est imputée à l'article intéressé du Chapitre III des dépenses d'exploitation ;

2^e Cas — le véhicule est irréparable : la valeur d'inventaire du véhicule est portée au Crédit du Compte de 1^{er} Etablissement par débit du Sous-Compte « Matériel supprimé ».

La région frontière écrit à l'administration étrangère en cause pour lui demander si elle accepte la responsabilité de l'avarie ou de la perte. Après réception de l'accord ou, à défaut, après un délai de 3 mois, elle transmet la facture à l'administration étrangère en cause et en adresse un duplicata à la Division Régionale du Mouvement de la région gérante, qui le fait parvenir à son tour au Chef de la Subdivision du contrôle des recettes marchandises au Bureau du Mouvement des Wagons. L'administration étrangère incorpore le montant de la facture dans le décompte des sommes qu'elle doit à la S.N.C.F., décompte qu'elle adresse périodiquement à la Subdivision du Contrôle des Recettes Marchandises. Cette dernière utilise le duplicata de la facture pour vérifier :

1^o — que toutes les factures ont bien donné lieu à inscription sur le décompte des sommes dues ;

2^o — que les sommes inscrites sur le décompte coïncident avec le montant des factures correspondantes.

Le règlement de ce décompte déclenche, de la part de la Comptabilité générale, une facture de crédit qui est adressée à la Subdivision de la Comptabilité M.T. de la région gérante. Celle-ci porte ce crédit au Chapitre II des recettes, article 4, paragraphe 5. *Il semble que pour les wagons dont la valeur a été portée au crédit du Compte d'Etablissement par le débit de Matériel supprimé la somme encaissée de l'administration étrangère devrait venir en atténuation du compte qui a supporté la dépense c'est à dire "Matériel supprimé"*

article 3 ♦ Avarie ou perte d'un véhicule étranger sur les lignes de la S.N.C.F.

L'Administration de chemin de fer étrangère adresse la facture à la Subdivision des Voitures et Wagons de la Région frontière de la S.N.C.F. (le plus généralement, après avoir préalablement écrit pour demander l'accord de la S.N.C.F. en ce qui concerne la responsabilité de l'avarie ou de la perte). Dans le cas où la facture ou la lettre demandant l'accord serait adressée à un autre service de la S.N.C.F., celui-ci la transmettrait à la Subdivision des Voitures et Wagons de la Région frontière.

Celle-ci vérifie la facture en se conformant pour cela au R.I.C. ou au R.I.V. Elle s'assure en utilisant le dossier qui, conformément à l'article 1, a dû lui être adressé par la région sur laquelle s'est produite l'avarie ou la perte, que la responsabilité incombe bien à la S.N.C.F. A défaut de ce dossier, elle fait elle-même une enquête et questionne, suivant les cas, le poste de transit qui a vu sortir de France le véhicule, la région sur laquelle s'est produite l'avarie, ou l'administration étrangère de transit. S'il y a lieu, elle donne alors accord à l'administration propriétaire. Si non, elle lui fait part des éléments de son enquête et lui demande éventuellement des précisions. Les contestations doivent être présentées à l'administration propriétaire dans les deux mois qui suivent celui de l'envoi de la facture, sinon l'acceptation serait considérée comme acquise (R.I.C. paragraphe 17, article 5).

Lorsque l'accord a été donné à l'administration propriétaire, la Subdivision des Voitures et Wagons de la région frontière transmet la facture au Chef de la Subdivision du Contrôle des recettes marchandises, Bureau du Mouvement des Wagons. Celui-ci fait le nécessaire pour incorporer le montant de la facture dans le décompte des sommes dues à l'administration étrangère et avise, par l'intermédiaire de la comptabilité générale, la Subdivision de la Comptabilité M.T. de la Région sur laquelle s'est produite l'avarie ou la perte, laquelle procède à l'imputation au Chapitre V, article 2, paragraphe 4 des Dépenses (2).

Paris, le 5 janvier 1944.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

♦ (2) Si l'avarie ou la perte est la conséquence d'un incident dû à l'état de guerre, l'imputation de la dépense correspondante doit être faite au débit de l'article 28 du Chapitre III des Dépenses.